



Gianmarco MONSELLATO



Jean-Jacques URVOAS



Michel GARDEL



jean-Marie BOCKEL

FIJON NOÛ GÉO C O G



Choiseul





L'Afrique, notre horizon

*Entretien réalisé par Emmanuel Dupuy**

Sénateur du Haut-Rhin, ancien ministre, vice-président de l'UDI, et chargé au sein du contre-gouvernement de l'UDI de l'Afrique et de la Francophonie, Jean-Marie Bockel est également co-auteur du rapport du Sénat « L'Afrique est notre avenir » (paru en novembre 2013).

17

GÉOÉCONOMIE : *Vous avez été, entre juin 2007 et mars 2008, Secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie, puis, entre mars 2008 et juin 2009, Secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens combattants, ce qui vous donne deux solides raisons de comprendre les enjeux géopolitiques et géoéconomiques auxquels le continent africain va être confronté, et par effet induit, notre propre continent dans les années à venir. Quels sont donc ces défis « stratégiques » que résume d'ailleurs le titre de votre rapport sénatorial, que vous cosignez avec votre collègue du Loir-et-Cher Jeanny Lorgeoux : « L'Afrique est notre avenir » ?*

Jean-Marie BOCKEL : L'Afrique est à bien des égards à la croisée des chemins. En effet, elle réunit aujourd'hui dans de nombreux domaines les conditions d'un véritable décollage économique, en témoigne un taux de croissance annuel moyen des pays africains de

.....
* Président de l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE).

près de 5 %, et ce depuis plus de dix ans.

Malgré certaines disparités, cette croissance économique des pays africains impulse au continent un nouveau dynamisme. Comme le rapport que je viens de cosigner le démontre, l'Afrique apparaît en ce sens comme un continent d'avenir, plus que jamais courtisé par les pays émergents, et qui peut être pour nous un formidable réservoir de croissance.

Cependant, nul doute que les défis restent multiples pour le continent africain.

L'Afrique doit tout d'abord faire face à une véritable explosion démographique. Un continent de deux milliards d'habitants est en train de se constituer au sud de l'Europe. D'ici 40 ans, l'Afrique devra accueillir, nourrir, former, loger, soigner et employer un milliard de nouveaux habitants. La transition démographique devrait permettre d'augmenter le nombre d'actifs sur le marché de l'emploi, d'accroître la production et donc le pouvoir d'achat de cette nouvelle population africaine. Ce phénomène est en cours en Afrique du Sud ou au Nigéria. Les marchés financiers et les investisseurs ne s'y trompent d'ailleurs pas, percevant dans cette Afrique l'un des plus grands marchés de la planète, avec 326 millions de consommateurs. Presque autant que l'Europe !

Alors que 50 % de la population a moins de 25 ans, ce dividende démographique est certes une opportunité, mais également un défi redoutable en termes d'éducation et d'accès à l'emploi. En moins de 10 ans, l'Afrique s'est accrue de 100 millions d'actifs grâce à l'arrivée des jeunes générations sur le marché du travail. Si cette tendance se poursuit, la main-d'œuvre du continent sera d'un milliard de personnes en 2040. Ce sera la population active la plus nombreuse au monde, dépassant celle de la Chine et de l'Inde, créant ainsi une tension considérable sur le marché de l'emploi. Si la croissance africaine n'est pas au rendez-vous, la création d'emplois risque de ne pas suivre à cet accroissement vertigineux de la population.

De même, cette dynamique démographique s'accompagne d'une forte pression urbaine. Les villes africaines accueilleront en 2050 plus d'un milliard d'habitants. Elles seront les locomotives du développement mais aussi des « chaudrons » que les politiques urbaines auront la lourde tâche de structurer. La transformation du continent, des campagnes vers les villes, sera une véritable révolution pour l'Afrique dont on ne mesure pas encore les conséquences, notamment en termes environnementaux.

En effet, entre 1961 et 2008, l'empreinte écologique de l'Afrique a augmenté de 240 % et devrait doubler à l'horizon 2040. Le décollage économique du continent est assis sur l'exploitation de ce capital naturel, qu'il s'agisse de l'agriculture, de la pêche ou de l'exploitation des ressources minérales et pétrolières. Cette exploitation se développe souvent sans considération pour le milieu naturel, malgré certaines évolutions. Le couvert forestier africain s'érode, les ressources halieutiques sont l'objet d'une surexploitation chronique. Sans parler de la pénurie en eau qui est un enjeu majeur pour la sécurité alimentaire du continent, en particulier au Sahel.

À cela s'ajoute le réchauffement climatique. Alors que l'Afrique produit moins de 4% des émissions de Gaz à effet de serre (GES) à l'échelle mondiale, elle est considérée comme la région la plus vulnérable aux effets des changements climatiques du fait de la fragilité de ses économies et l'étendue des zones semi-arides.

Les enjeux sont aussi majeurs pour l'Europe. D'ici 2050, d'un côté, le nombre d'actifs européens va diminuer de 90 millions, de l'autre, l'Afrique subsaharienne va au minimum gagner 700 millions d'actifs. Jusqu'à présent la très grande majorité des migrations africaines sont restées au sein du continent, voire même des régions. On compte actuellement 30 millions de migrants africains, dont 15 en Afrique, contre seulement 7 en Europe, le reste ailleurs. La pression migratoire va donc se renforcer dans les prochaines décennies. Elle sera d'abord un défi pour les autorités africaines, et ensuite un enjeu majeur des relations entre Europe et Afrique.

Enfin et plus globalement, il s'agira pour l'Afrique de transformer ce formidable décalage économique en développement durable. Le défi de la pauvreté est toujours d'actualité. 400 millions de personnes vivent avec moins de 1,25 dollar par jour en Afrique et l'espérance de vie est de vingt-quatre années inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE. Les inégalités de niveaux de vie se creusent sur le continent entre les pays et à l'intérieur des pays.

À côté de l'Afrique qui bouge, certaines régions comme le Sahel se sont enfoncées dans la pauvreté. Même dans les pays qui connaissent une croissance forte, celle-ci ne se traduit pas toujours pour les populations par une amélioration des conditions de vie.

De plus, l'économie africaine, malgré une embellie sans précédent, reste encore peu diversifiée. L'industrialisation est balbutiante. Elle ne représente que 11 % de la production contre 31 % en Asie du Sud-Est. Les pays africains sont de ce fait encore très dépendants des importations, tant manufacturières que technologiques.

Les économies africaines sont encore bridées par la fragmentation du continent et le manque d'infrastructures. Seulement 28 % des terres cultivables sont exploitées et 20 % de la population a accès à l'électricité courante. Les moyens de transports à l'intérieur du continent sont chers car très peu développés et les ports ont une capacité d'accueil bien en deçà des besoins de l'économie africaine. La liste est encore longue. Sans parler de la sécurité.

Le délitement de certains États, le terrorisme, le fanatisme religieux, les conflits de basse ou de forte intensité entravent encore l'émergence économique et politique de l'Afrique sur la scène mondiale. L'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS) peine à être efficace sur le plan opérationnel comme en témoignent les interventions françaises au Mali et en Côte d'Ivoire.

Or, s'il n'y pas de développement possible sans sécurité, il n'y aura pas de sécurité durable sans développement. Il faut encore sécuriser la croissance naissante d'une partie du continent et sortir de l'ornière l'autre partie. Les défis sont donc de taille.

GÉOÉCONOMIE: *Un récent rapport du Fonds monétaire international (paru en mai 2013), indiquait que l'Afrique subsaharienne devrait devenir une des régions les plus dynamiques du monde, immédiatement après les pays en développement d'Asie, mettant notamment en exergue que parmi les 19 principales économies émergentes, 10 provenaient du continent africain. Comment, dès lors, inverser la réalité d'un certain désinvestissement français et européen (la France n'est plus que le troisième partenaire économique du continent derrière la Chine et les États-Unis), voire d'une certaine incapacité à percevoir toutes les perspectives de croissance qu'offre ce continent riche et jeune, alors même que les pays émergents investissent massivement l'Afrique ?*

Jean-Marie BOCKEL: La croissance du continent africain est en effet une réalité que l'on ne peut ignorer. Dans certains pays, la banque, le commerce de détails, la grande distribution, sans parler du bâtiment, prospèrent.

Pour prendre l'exemple de la téléphonie mobile : le marché a crû de 244 % par an sur une période de 5 ans et désormais plus d'un Africain sur deux possède un téléphone portable.

Il est vrai qu'une partie de cette croissance est tirée par l'exploitation des ressources naturelles, mais pour l'essentiel le moteur de la croissance, nous disent les économistes, repose sur un développement endogène qui attire un nombre croissant d'investisseurs privés.

Ce dynamisme économique a été permis par une amélioration du cadre macroéconomique et une réduction de la dette publique qui est devenue bien inférieure à celle des pays européens. Pour la première fois de leur histoire, certains pays africains peuvent emprunter à des taux moins élevés que des pays comme l'Espagne, la Grèce, l'Italie ou l'Islande. Ces pays, comme le Ghana, le Botswana, ou le Rwanda, sont en train d'apporter des réponses adaptées aux besoins des populations avec des progrès socio-économiques sans précédents.

Certes, il y a des trous noirs, je pense à la Centrafrique, au Sahel, à la République démocratique du Congo, mais il y a une Afrique dynamique. Il y a à Accra, à Pretoria et ailleurs, une Afrique qui connaît depuis une décennie un taux de croissance, une Afrique courtisée par les pays émergents, comme nous avons pu le constater lors de nos déplacements en Afrique dans le cadre de nos travaux.

C'est un fait, l'Afrique a plongé dans la mondialisation. On assiste sur le continent à une véritable révolution, que ce soit dans le domaine aérien, portuaire ou dans l'afflux d'investissements et de capitaux étrangers qui ont aujourd'hui largement dépassé l'Aide au développement.

Cette Afrique connectée à la mondialisation est au cœur d'une redistribution des cartes entre anciennes puissances coloniales et nouvelles puissances émergentes. Elle reste, certes, une terre d'influence des anciennes puissances coloniales mais le fait frappant de la dernière décennie, c'est l'arrivée des nouveaux pays émergents. La part des échanges de l'Afrique avec les pays émergents a presque doublé en dix ans. En 2009, la Chine est ainsi devenue le premier partenaire commercial de l'Afrique devant les États-Unis, symbole d'un basculement du continent vers une relation privilégiée « Sud-Sud ». On pense à la Chine, à l'Inde, au Brésil, mais il n'y a pas qu'eux. Les ressources minérales et les marchés africains de la consommation suscitent l'appétit des hommes politiques et des investisseurs marocains, turcs, indiens, coréens ou japonais pour n'en citer que quelques-uns. Pratiquement chacun de ces pays a mis au point une stratégie propre afin de développer son influence en Afrique.

La Chine développe une stratégie dite « des petits pas » qui va de la construction d'écoles à l'extraction minière ; le commerce bilatéral avec le continent se chiffrait à plus de 100 milliards de dollars en 2008, cent fois plus qu'en 2000 !

L'Inde, elle, s'appuie sur une diaspora ancienne pour développer son influence en Afrique, ses échanges commerciaux avec le continent ont bondi de 3 à 60 milliards de dollars entre 2000 et 2011.

Enfin l'Afrique du Sud, qui représente 25 % du PIB de l'Afrique subsaharienne, s'affirme comme le moteur du développement du continent et s'en fait le porte-parole sur la scène mondiale.

Parallèlement, nous avons le sentiment d'une présence française en recul dans ce continent en plein essor. Cette diminution est concomitante de l'augmentation des parts de marché des entreprises chinoises. Ainsi le poids de la France dans le PIB de la zone franc est passé de 40 % sur la période 1985-1995 à 20 % sur la période 2005-2009 tandis que celui de la Chine a été multiplié par huit. Alors que le secteur bancaire est en plein décollage, les géants français de la banque ont vu leur participation chuter drastiquement en seulement une décennie.

Dans ce contexte, il convient de porter notre regard sur les opportunités économiques qu'offre le décollage d'une partie du continent africain. Nous proposons ainsi dans notre rapport un certain nombre d'initiatives concrètes en la matière.

Tout d'abord, l'élaboration d'une stratégie sur les plans sectoriel et géographique qui corresponde aux marchés africains. Le plan export de Mme Bricq sous-estime les perspectives des marchés africains. Il n'y a que quatre pays cités. Elle est en train de redresser la barre avec une tournée africaine. Mais il y a une réflexion à développer sur l'adaptation de notre stratégie aux réalités africaines, l'adaptation de nos produits à ce qu'on appelle « le bas de la pyramide », et enfin sur la façon dont les grands groupes présents en Afrique pourraient renforcer le portage des PME. Les Chinois, les Allemands, pour ne parler que d'eux, chassent en meute. Il faut s'en inspirer.

En ce qui concerne le dispositif public, il faut mettre fin à l'hémorragie des services économiques en Afrique. La suppression du seul poste qu'il y avait au Mozambique à un moment où ce pays a découvert des réserves de gaz et de pétrole supérieures à celles du Qatar est une illustration de la sous-estimation des potentiels de cette Afrique qui bouge.

Nous proposons également d'inscrire dans le contrat d'objectifs et de moyens de l'Agence française de développement (AFD) un mandat de dialogue avec les entreprises privées et les bureaux d'études et de promotion de l'économie française autour de l'expertise. Il s'agit de faire en sorte que, notamment en matière d'expertise, l'AFD puisse travailler avec les entreprises pour définir les secteurs et les géographies où elles ont un avantage compétitif dans des domaines qui, par ailleurs, contribuent au développement.

Cette relance de l'investissement français en Afrique doit néanmoins se faire dans le respect de normes sociales, environnementales et financières afin de bâtir un partenariat durable, respectueux des intérêts de long terme des pays africains.

GÉOÉCONOMIE: Se tiendra à Paris, les 6 et 7 décembre 2013, le Sommet pour la Paix et la Sécurité en Afrique, réunissant 54 chefs d'États et de gouvernements ainsi que les représentants de l'Union africaine et des organisations subrégionales du continent africain. La France, par le truchement de la réussite de l'opération de stabilisation en Côte d'Ivoire, de son action militaire au Mali contre les mouvements narco-djihadistes et les vellétés de mobilisation de la communauté internationale en République centrafricaine, semble redécouvrir les vertus du pré-positionnement militaire sur le continent. Vous y faites d'ailleurs référence dans votre rapport. Dès lors, quelles mesures prendre concrètement pour assurer de manière pérenne paix et stabilité sur ce continent qui continue de subir coups d'États, rébellions endémiques, remise en cause de l'intégrité territoriale de nombreux États?

Jean-Marie BOCKEL: La France ne peut rester indifférente à la situation sécuritaire du continent africain, situé à quelques kilomètres seulement de ses frontières. Même chose pour l'Europe. La chute de l'État malien et l'avancée de djihadistes armés vers Bamako il y a quelques mois sont venues rappeler avec force à l'opinion publique française que nous ne pouvons laisser s'installer à moins de trois

heures de vol de notre pays un « nouvel Afghanistan ».

La France dispose d'une présence sans équivalent en Afrique. Au total, sur les 10 000 hommes en poste en Afrique, 5 050 militaires français sont pré-positionnés dans le cadre d'accords bilatéraux et près de 5 300 sont mobilisés au titre des opérations extérieures (OPEX).

Si la France n'a pas vocation à être le « gendarme » de l'Afrique, force est de constater que les forces de sécurité africaines ne sont pas encore assez aguerries face aux nouveaux types de menaces et aux conséquences humanitaires des conflits régionaux ou sous-régionaux. Du fait de ses moyens, la France a une responsabilité dont elle peut difficilement se défaire compte tenu de sa volonté d'exercer des responsabilités internationales et de son statut de membre permanent du conseil de sécurité.

Le maintien, en accord avec les États concernés, de nos points d'appui existants en Afrique est donc bien une nécessité afin de contribuer activement à la sécurité de ce continent. Notre rapport propose le maintien de huit points d'appui militaire en Afrique : Abidjan, Dakar, la zone sahélienne (Mali, Niger, Burkina Faso), Libreville, Ndjamena, Bangui, Djibouti, et l'île de la Réunion.

Dans le même temps, la présence militaire française en Afrique doit servir en priorité à aider l'Afrique à bâtir son propre dispositif de sécurité collective. La France doit soutenir les efforts des États africains pour résoudre eux-mêmes les conflits armés, notamment par le biais de ses organisations régionales. Pour ce faire, elle a engagé dès les années 1990 un programme de renforcement des capacités africaines avec des moyens, il est vrai, de plus en plus limités. Il convient à cet égard de développer ces activités en renforçant les crédits de la Direction de la Coopération de Sécurité et de Défense (DCSD), en particulier au profit des actions de coopération structurelle et opérationnelle permettant la consolidation des capacités militaires et des architectures de sécurité régionales et sous-régionales africaines.

Par ailleurs, compte-tenu de la nature évolutive des menaces, l'enjeu est désormais de mettre sur pied un dispositif souple et réactif,

adossé à l'architecture de sécurité. Les points d'appui doivent avoir en commun pour missions, la coopération structurelle et opérationnelle aussi bien en bilatéral qu'au niveau régional ainsi que la possibilité d'une projection en cas de crise.

Pour cela, l'ensemble du dispositif devrait être articulé autour de quatre pôles régionaux de coopération avec les quatre organisations régionales au Sénégal, au Gabon, à Djibouti et à la Réunion. Ces pôles de coopération, en lien avec les Écoles nationales à vocation régionale (ENVR), doivent avoir comme objectif principal la formation des cadres des armées nationales, et la mise sur pied de systèmes de sécurité collective.

Concrètement, le prochain sommet de l'Élysée pourrait être l'occasion de mettre en valeur les avancées enregistrées en matière de sécurité collective et de s'engager à continuer à les soutenir à travers des implantations qui doivent être entendues comme une contribution à la sécurité collective du continent.

Enfin, n'excluons pas la possibilité d'ouvrir les pôles de coopération français à des participations de partenaires européens et internationaux à l'instar de ce qui a été fait pour les ENVR. Il faut développer le recours aux financements européens, multilatéraux, voire à des partenariats avec des pays qui partagent notre vision de l'Afrique, ainsi qu'à des financements des pays africains.

Nous avons intérêt à européaniser notre dispositif aussi bien pour des raisons de coûts que pour des raisons politiques. Cette ouverture doit avoir pour contrepartie une participation effective aux efforts de coopération et à la possibilité d'une intervention et ne pas se réduire à des cellules de veille des activités françaises.

En quelques mots, l'idée est de donner un sens africain à la présence militaire française, qui permette la défense de nos intérêts tout en œuvrant au développement d'une véritable architecture de sécurité africaine, en lien étroit avec nos partenaires.

GÉOÉCONOMIE: *Votre rapport comprend 10 priorités et 70 propositions sensées aller relancer les relations de la France avec les pays africains dans la logique d'un partenariat d'égal à égal, fondé sur des intérêts communs. Or, ces intérêts sont non seulement communs à la France mais aussi à l'Union européenne. Quelles priorités devraient ainsi être mises en œuvre au seul niveau français ? En partenariat avec les 27 autres États membres de l'Union européenne ?*

Jean-Marie BOCKEL : La mise en œuvre de ces priorités ne peut être appréhendée que sous un seul angle français, ou sous un seul angle européen. Au contraire, l'enjeu est là comme ailleurs de trouver la meilleure articulation possible entre le niveau bilatéral et le niveau européen. Permettez-moi de revenir plus particulièrement sur cette dimension européenne.

Comme la France, l'Europe n'a pas intérêt à laisser l'Afrique en situation de sous-développement ou d'instabilité. Il faut penser l'Eurafrrique comme un bassin d'emplois dont les différentiels de coût de main-d'œuvre doivent être « utilisés » de manière positive. Il faut également penser cet espace comme un unique espace de sécurité. L'Afrique est trop proche – tant au sens géographique qu'en termes de population – de l'Europe pour que l'on puisse y voir se multiplier des « États fragiles » sans que l'Europe ne soit directement concernée.

En toute hypothèse, l'Union européenne doit contribuer à améliorer la capacité des États à prévenir les conflits. Elle a commencé à le faire avec l'initiative « Paix pour l'Afrique » qui permet de financer des interventions militaires. Mais il faut bien sûr se placer plus en amont : les problèmes dits « de sécurité » (migrations anarchiques, violences civiles, terrorisme, etc.) résultent pour une large part des dysfonctionnements de l'aménagement de l'espace et de défaillances institutionnelles.

Cette conviction-là, la France doit la porter chez nos partenaires européens, en définissant notamment une stratégie africaine de la France dans les instances multilatérales et européennes.

Il nous faut convaincre nos partenaires européens qu'il y a là un axe stratégique majeur pour les décennies à venir. Les transferts économiques que nous avons opérés vers les pays de l'Est sont aujourd'hui sans commune mesure avec ceux que nous consacrons à la rive Sud de la Méditerranée.

Il y a là un rééquilibrage à opérer qui exigera un travail de conviction. L'opération *Serval* y a contribué, il faut néanmoins poursuivre. De même, nous n'avons pas de stratégie française globale dans les instances multilatérales, ce qui nous empêche évidemment d'avoir une stratégie concertée sur les questions africaines. Là encore il y a un travail de coordination à renforcer si nous voulons que nos contributions financières dans ces organismes poursuivent bien des objectifs cohérents avec nos priorités.

Certes, l'Afrique n'est qu'une partie du monde, mais une Afrique de 2 milliards d'habitants à 14 km du sud de l'Europe avec autant d'opportunités et de risques, devrait être une préoccupation centrale de l'Europe.

Au-delà de la dimension sécuritaire, il s'agit ni plus ni moins d'augmenter la croissance potentielle de l'Europe en l'arrimant à l'un des moteurs de la croissance économique mondiale de ces prochaines années.

GÉOÉCONOMIE: *Jean-Marie Bockel, vous aimez et connaissez bien l'Afrique, cela se ressent dans votre rapport. Pourtant, rares sont les responsables politiques français à comprendre l'urgence d'une certaine forme d'afro-optimisme pour ce continent, à la fois levier de puissance et de croissance. S'il fallait trouver une seule raison pour mettre en œuvre et appeler la classe politique française à agir pour ce partenariat eurafricain que vous appelez de vos vœux, quelle serait-elle ?*

Jean-Marie BOCKEL: Ne nous méprenons pas, il y a dix ans, la mode était à l'afro-pessimisme. La mode est aujourd'hui

à l'optimisme, car l'Afrique décolle. Malgré cela, le regard porté sur le continent africain n'a pas évolué aussi vite que les flux d'investissements, comme vous le suggérez à juste titre.

Dans ce contexte, il est urgent de porter un nouveau regard sur l'Afrique et de tenir un autre discours sur ce continent : telle est la première priorité du rapport que je viens de cosigner.

Il s'agit bien de quitter le « vieux récit » sur une Afrique du passé, comprendre et mettre en valeur les mutations économiques en cours, développer un narratif plus juste des liens unissant la France à des pays africains qui ne sont pas seulement partie prenante de notre histoire, mais aussi des éléments clés de notre avenir.

Il faut fonder nos relations sur nos intérêts partagés : des millions de Français qui sont d'origine africaine, qui vivent ou ont vécu en Afrique ; des intérêts économiques et stratégiques ; un enjeu pour la sécurité de la France comme de l'Afrique. Pour cela nous proposons que soit établie une stratégie africaine de la France sous la forme d'un Livre Blanc sur l'Afrique en associant des membres représentant le Parlement, les administrations, les opérateurs, les ONG intervenant en Afrique et des personnalités qualifiées, françaises, étrangères et notamment africaines.

Nous proposons de créer un programme « pour une écriture franco-africaine d'une histoire partagée » afin de promouvoir le travail d'équipes mixtes franco-africaines sur l'étude de notre histoire commune.

L'amélioration de l'image et de la connaissance de l'Afrique doit aussi s'inscrire dans le long terme et s'appuyer sur une recherche universitaire de qualité sur l'Afrique. Longtemps la France a été pionnière dans ce domaine. L'intérêt pour les pays émergents a conduit à réduire les budgets consacrés à l'Afrique. Il conviendrait de réfléchir à la nécessité d'un rééquilibrage : si l'Afrique est un continent en émergence, dont la France est proche à divers égards, alors il est cohérent de lui consacrer plus de moyens.

En définitive, il y a très clairement pour la France un « impératif

africain ». Avec la montée des interdépendances, l'échec de l'Afrique serait, pour la France mais également pour l'Europe, un véritable cauchemar.

Avec l'explosion démographique de l'Afrique, notre intérêt premier est la sécurité et le développement de ce continent. Nous jouons là-bas une partie de notre croissance. Notre intérêt bien compris est donc de favoriser un co-développement de l'Europe et de l'ensemble du continent africain, de tirer l'Afrique vers un modèle de développement équilibré.

L'attente de la France en Afrique, que nous semblons percevoir, ouvre une fenêtre d'opportunité, mais il est temps d'agir.

Car une chose est sûre : l'Afrique ne nous attendra pas.

BULLETIN D'ACHAT, D'ABONNEMENT OU DE RÉABONNEMENT

M, Mme, Mlle _____ Prénom _____

Société/Institution _____

N° _____ Rue _____

_____ Code postal _____

Ville _____ Pays _____

Adresse électronique _____

	France	Autres pays
1 an (5 numéros)	95 €	135 €
2 ans (10 numéros)	180 €	220 €

Je souscris un abonnement pour

1 an

2 ans

À partir du numéro _____

Je souhaite commander un numéro à l'unité (20€ + frais de port: France, 2.10€; Autres, 4.50€)

Numéro _____

Signature/Cachet

Date _____

Paiement par virement bancaire vers

Crédit du Nord

59, boulevard Haussmann, 75361 Paris, cedex 08

Banque : 30076 - Agence : 02019

Compte : 57336700200 - clé RIB : 09

IBAN : FR76 3007 6020 1957 3367 0020 009

swift (BIC) : NORDFRPP

précisez « frais bancaires à la charge du donneur d'ordre »

ou

Paiement par chèque à l'ordre de Choiseul Éditions,

Attention, les chèques étrangers doivent être en euros, compensables en France.

CONTACT:

Choiseul éditions

16 rue du Pont Neuf, 75001 Paris

Tel. : +33 (0)1.53.34.09.93

publications@choiseul.info



Gianmarco MONSELLATO

La parité dans l'entreprise, un enjeu économique et non un phénomène sociétal

Jean-Marie BOCKEL

L'Afrique, notre horizon

Jean-Jacques URVOAS

Les enjeux du contrôle et de l'efficacité du renseignement français

Michel GARDEL

La « Marque France »

Gabriel COLLETIS

Pour un nouveau modèle de développement centré sur l'essor des activités productives

Nicolas MAZZUCCHI

Le climat, enjeu de puissance internationale

Jean-Joseph BOILLOT

L'Inde et sa projection comme puissance globale du XXI^e siècle

Georges ESTIEVENART

Enjeux de sécurité globale pour l'Union européenne dans le Caucase Sud

Nathalie FAU

Les enjeux économiques et géostratégiques du détroit de Malacca

Arif Havas OEGROSENO

Indonésie, nouveau grand

Emmanuel LINCOT

Réinventer les relations franco-chinoises

Stéphan BOURCIEU & Jérôme GALLO

La France doit restaurer son avantage comparatif à l'international

Sébastien ABIS & Thierry POUCH

Agriculture : un rendez-vous géoéconomique pour la France

Hervé BOULLANGER

Les Institutions supérieures de contrôle à l'heure de la maîtrise des dépenses publiques

Eugène BERG

Relations internationales, géopolitique et géoéconomie

20 euros

